



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 20 OCT. 2014

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Alexandre CARRET

T : 04 72 61 37 82

E : alexandre.carret@rhone.gouv.fr

ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires
à la société A.E.I. ATELIERS D'ENNOBLISSEMENT D'IRIGNY
67, rue de la Mouche à IRIGNY

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-3 et R 512-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;

VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2014 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société A.E.I. ATELIERS D'ENNOBLISSEMENT D'IRIGNY dans son établissement situé 67, rue de la Mouche à IRIGNY ;

.../...

VU la déclaration de modifications des conditions d'exploitation déposée le 10 juin 2014 par la société A.E.I. ATELIERS D'ENNOBLISSEMENT D'IRIGNY;

VU le rapport en date du 1er août 2014 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 18 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que la déclaration de modifications précitée est conforme aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une partie de la production du site de la société Atelier AS sise à Pierre-Bénite a été transférée sur le site de la société AEI sise à IRIGNY ;

CONSIDERANT que ce transfert a généré une augmentation des moyens de production sans que la capacité de production ne dépasse 1,4 tonne par jour (ce regroupement d'activité vient combler une diminution des productions des années antérieures), et par conséquent une augmentation des besoins en eaux industrielles ;

CONSIDERANT que l'étude d'impact remise dans le dossier de déclaration de modifications démontre l'absence significatif sur la ressource en eaux ;

CONSIDERANT de plus que les flux prévisionnels d'émissions de polluants dans les rejets d'eaux industrielles resteront en dessous des valeurs limites de rejets imposées ;

CONSIDERANT donc que les modifications qui seront apportées au site d'IRIGNY ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés par le site ;

CONSIDERANT toutefois qu'il apparaît nécessaire de mettre à jour les volumes d'eau prélevés en nappe ainsi que les valeurs limites au regard de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, et d'imposer, des dispositions spécifiques pour la préservation de la ressource en eau durant les périodes de sécheresse ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il convient, en application des dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement :

- de prendre acte de la déclaration de la société AEI déposée le 10 juin 2014 relative à la modification des conditions d'exploitation de son site d'IRIGNY,
- de modifier et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié susvisé ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

Il est pris acte de la déclaration de la société AEI déposée le 10 juin 2014 relative à la modification des conditions d'exploitation de son site d'IRIGNY.

ARTICLE 2

La société AEI (Atelier Ennobissements d'Irigny) dont le siège social est situé au 55 rue de la Mouche, 69540 Irigny, doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune d'Irigny, au 67 rue de la Mouche, les modalités du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3

3.1 : Modification du point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié

Les prescriptions du point 4.1.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié sont remplacées par celles du point suivant :

« 4.1.1 Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)		Relevé du débit prélevé
			Horaire	Journalier	
Eau souterraine	Nappe d'accompagnement du Rhône	70000	90	500	journalier
Réseau public	Réseau de la commune de saint Genis-Laval	1100			mensuel

Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

Origine de la ressource	Dispositions à prendre lors d'épisodes de sécheresse		
	Seuil d'alerte / de vigilance	Seuil de crise	Seuil de crise renforcé
Eau souterraine et réseau communal de distribution de la communauté urbaine du Grand Lyon	<p>Prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des économies de prélèvement envisageables, - des besoins en eau prioritaires et indispensables, - des périodes d'arrêt prévues. <p>Interdiction de laver les véhicules sauf usage réglementaire ou technique.</p> <p>Interdiction d'arroser les espaces verts de 8h à 20h.</p> <p>Interdiction de laver les voiries sauf impératif sanitaire ou de sécurité.</p> <p>Sensibiliser le personnel sur les économies de prélèvement</p>	<p>Mise en place des mesures de restriction prévues dans les diagnostics, ne nécessitant pas une réduction de l'activité.</p> <p>Interdiction de laver les véhicules sauf usage réglementaire ou technique.</p> <p>Interdiction d'arroser les espaces verts.</p> <p>Interdiction de laver les voiries sauf impératif sanitaire ou de sécurité.</p>	<p>Mesures d'interdiction pour certains usages non indispensables tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdiction stricte d'arroser les espaces verts, - interdiction stricte du lavage des sols, voiries - interdiction stricte de lavage des véhicules.

.../...

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du Rhône. »

3.2 : Modification de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié est remplacée par l'annexe suivante :

« Annexe 3

EAU

1 - Valeurs limites et surveillance des rejets

Rejet	Milieu récepteur pk.	Paramètres		Concentrations en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures
Rejet n° 1 : eaux résiduaires industrielles	STEP de Pierre-Bénite	débit	MI*	90 m³/h		continu
			MJ**	500 m³/j		
		pH				
		température				
		DCO		2000	450	hebdomadaire
		DBO ₅		800	180	Mensuelle
		MEST		600	150	trimestrielle
		Azote globale		150	45	
		P _{total}		50	15	
		Hydrocarbures totaux		10	3	Annuelle
Rejet n° 2 : eaux pluviales		MEST		35		annuelle
		Hydrocarbures totaux (C5-C40)		10		

* MI : débit maximal instantané en m³/h

** MJ : débit maximal journalier en m³/h

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

2 – Mesures comparatives

2.1 - Au moins une fois par an, les mesures sur les rejets d'eaux industrielles sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur les rejets et paramètres suivants :

*Rejet n° 1 : débit
pH
température
DCO
MEST
Pt
Azote globale*

2.2 - Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées :
- pour les mesures prévues dans le tableau ci-dessus, selon une périodicité mensuelle, et sauf impossibilité technique, par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF).

2.3 - La transmission des résultats des contrôles visés aux deux alinéas précédents est accompagnée de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes*
- sur les actions correctrices prises ou envisagées*
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...) »*

3.3 : Ajout d'un point 4.1.4.4 à l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié

Il est ajouté un point 4.1.4.4 à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié ainsi rédigé :

« 4.1.4.4 – Application des points 4.1.4.1, et 4.1.4.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié :

Les dispositions des 2 premiers paragraphes des points 4.1.4.1, et 4.1.4.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié ne sont pas applicables aux ouvrages de prélèvement d'eau en nappe par forage implantés avant le 16 mars 2010. »

ARTICLE 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de IRIGNY et à la direction départementale de la protection des populations (Service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement) et pourra y être consultée.

2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée identique.
3. Cet extrait d'arrêté sera également affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

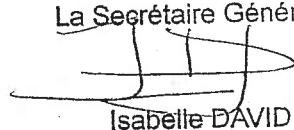
ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'IRIGNY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,



Isabelle DAVID